

LETTRE DE PARIS

(de notre correspondant particulier)

Paris, 26 mars.

Toutes les préoccupations, encore aujourd'hui, ont trait aux mesures contre les congrégations non autorisées. On prétend, contrairement à ce qui était affirmé ces jours derniers, que le Président de la République n'a signé, jusqu'à présent, aucun décret relatif à cette affaire. Mais ce n'est là qu'un détail, car s'il a été décidé à l'Élysée que les mesures arrêtées en conseil de gouvernement ne seront publiées que la semaine prochaine, peu importe que la signature ait été ajournée.

On annonce, il est vrai, que cet ajournement survenu après un entretien de M. de Freycinet avec le nonce du Pape, impliquerait de nouvelles hésitations de la part du cabinet. Mais, d'abord, l'entretien dont on exerce à-t-il réellement le lieu ? La Paix y fait allusion en ajoutant que le nonce n'a soulevé aucune objection sérieuse aux raisons exposées par le ministre des affaires étrangères, mais l'Univers déclare qu'en parlant ainsi la Paix commet tout ensemble une impertinence et une fausseté.

Il n'y a donc pas lieu de supposer que l'entretien dont il s'agit ait eu pour résultat de modifier les résolutions du gouvernement. Cependant, le fait que le président du conseil a voulu, avant de passer à l'action, exposer la situation au représentant du Saint-Père et l'informer de la nature et de la forme des mesures décrétées, témoigne que le gouvernement usera, au moins dans la forme, de certains égards vis-à-vis des congrégations existantes, c'est-à-dire qu'il laissera certains détails aux Jésuites et qu'il ne refusera pas l'autorisation aux associations religieuses qui consentiront à la solliciter.

Cette perspective désole M. Clémenceau et ses amis, qui reprochent déjà à M. de Freycinet de n'avoir pas pratiqué les exécutions pendantes la semaine sainte, et qui ne lui pardonneront jamais d'inviter les Jésuites à se disperser au lieu de les faire conduire purement et simplement à la frontière par la gendarmerie.

L'Officiel doit publier demain un mouvement préfectoral. On cite comme se trouvant compris dans ce mouvement M. Bertereau, préfet de la Haute-Vienne, nommé préfet des Côtes-du-Nord, en remplacement de M. Laborde, qui devient trésorier payeur général. C'est le sous-préfet d'Autun, qui remplace à Vesoul, M. Bertereau. M. de la Suchette, secrétaire-général de la préfecture du Rhône, chargé spécialement de la police à Lyon, est nommé percepteur dans cette ville et il est remplacé par M. de Saint-Martin, secrétaire-général de la Loire. On a fait courir le bruit que M. Spuller serait déplacé, parce que sa position ne serait plus tenable à Amiens, après l'avis du Conseil d'Etat qui lui donne tort au sujet de ses revendications favorables aux bureaux de bienfaisance, même en matière de charité privée, mais c'est bien mal connaître son monde que de s'imaginer que ce préfet peut être traité comme le serait tout autre de ses collègues en pareille occurrence. Si l'on a dit au gouverneur civil de l'Algérie qu'il était Monsieur, frère du Président de la République, on peut en dire autant du préfet de la Somme, qui est aussi Monsieur, frère du président de l'Union républicaine. Croyez donc après cela que M. Spuller n'est pas inviolable ! Aussi restera-t-il à son poste actuel, nonobstant l'étrange arrêté, par lequel il vient d'imposer à la commune de Laboissière de l'arrondissement de Montdidier, le legs d'un buste de la République, legs non-accepté par le Conseil municipal de Laboissière, en ordonnant que ce buste serait placé à la Mairie dans la salle des délibérations du Conseil municipal, à l'endroit le plus apparent. Et l'on parle des proconsuls de la convention, des commissaires de la République de 1848 et des préfets à poigne de l'Empire !...

Je dois prévenir vos lecteurs contre l'assertion de divers journaux, que le comité constitué par les droits du Sénat et de la Chambre à l'occasion des mesures dont vont être l'objet les congrégations, a également pour mission de surveiller les actes du gouvernement et de ses fonctionnaires pendant les vacances parlementaires, absolument comme le faisait le fameux comité des jurisconsultes des gauches après le 16 Mai. Le comité des droits a un rôle absolument limité, celui d'éclairer les intéressés sur leurs droits et l'usage qu'il convient d'en faire. Ses membres se tiendront en permanence, rue Louis-le-Grand, là où siègeait au moment des élections sénatoriales de 1877, le comité conservateur, et cela dès le lendemain du jour où les décrets annoncés paraîtront à l'Officiel.

Aujourd'hui, vendredi-saint, Paris a la physionomie qu'il a toujours eue à cette époque de l'année, et cela nonobstant les lanternades de nos librepenseurs, c'est-à-dire que le Palais de Justice chôme, que les études d'avoués et de notaires sont fermées, que la Bourse ne tient séance que pour la forme, que les boucheries et charcuteries sont hermétiquement closes et qu'à partir de midi tous les magasins ont donné congé à leurs employés.

Dans les administrations de l'Etat, il en est ainsi, comme dans les bureaux de la guerre, n'en déplaise à certains bruits répandus ces jours derniers. Par contre, les églises sont plei-

nes ; la cérémonie de l'adoration de la Croix y détermine, non moins que les sermons des prédicateurs, une affluence extraordinaire de fidèles. A la Madeleine, à Saint-Eustache, à la Trinité, notamment, ont eu lieu des concerts spirituels, dans lesquels nos meilleurs artistes exécutent quelques-uns des morceaux de musique religieuse des grands maîtres.

Les bourses étrangères ont généralement chomé, aujourd'hui. Celle de Paris s'est bornée à maintenir le cours, sans affaires. Ouvert à 117,95, le 3 0/0 atteint presque aussitôt le cours de 118. Le 3 0/0 cote 82,83. Les valeurs de crédit ont été moins recherchées. Le 3 0/0 Italien fait 83,80 ; le florin autrichien est à 76 1/8 ; le russe à 90 5/8. Le 3 0/0 finit à 82,82 (hausse 2 cent.) ; l'amortissable à 85,30 (hausse 10 cent.) ; le 3 0/0 à 117,97 (hausse 15 cent.).

Tout le monde était d'accord, durant le marché, sur la nature des décisions prises par le cabinet au sujet des congrégations non autorisées. C'est l'Officiel de mardi qui contiendra les décrets présidentiels. Ces décrets se borneront à prononcer la dissolution de la société de Jésus, en France, la fermeture de ces établissements, mais ne prononcera point l'expulsion des RR. PP. de notre territoire, du moins en ce qui concerne les Jésuites français. Quant aux autres congrégations non autorisées, les mêmes décrets leur accorderont un délai de deux mois pour solliciter de ces messieurs du gouvernement l'autorisation de vivre. Le croirez-vous ? Les radicaux trouvent tout cela mesquin, timoré. C'est de l'aplatissement, s'écrient-ils. Que veulent-ils ? Après la proscription, et la ruine faudra-t-il encore leur concéder des têtes ? Tout cela, à force de vilénie, est absurde.

En revanche, les bons citoyens affectent de protester à leur manière (la bonne) contre ces exigences. Pendant la journée d'hier, la chapelle des Jésuites, rue de Sévres, a offert le plus touchant spectacle. Elle a été envahie par une foule compacte, bien que sans cesse renouvelée, et dans laquelle les hommes se montraient en grand nombre. C'était, nous dit l'Univers, la muette protestation des honnêtes gens contre les projets que l'on prête au gouvernement. Ces milliers de partisans des Jésuites sont tous gentilshommes sans casier judiciaire ; beaucoup parmi eux, sont connus par les preuves positives de dévouement qu'ils ont données au pays et particulièrement aux classes laborieuses et souffrantes. Après avoir adoré le Saint Sacrement, ils passaient avec un pieux respect devant les tombes des cinq Jésuites lâchement assassinés par le parti que le gouvernement paraît désireux de satisfaire.

Le Monde assure, de son côté, que les membres de la Société de Jésus, sauront employer jusqu'au bout tous les moyens légaux dont ils pourront user. Les radicaux doivent donc s'attendre, malgré tout, à une vive résistance devant les tribunaux.

La nouvelle du retour de M. le général Chanzy à Paris se confirme. On assure, ce soir, que le général a reçu de M. de Freycinet l'autorisation de prendre à sa convenance dès les premiers jours d'avril prochain, le congé « qu'il a sollicité ». Ce « qu'il a sollicité » est tout bonnement une merveille.

Esperons, toutefois, que le congé du général Chanzy n'aura aucune conséquence fâcheuse.

La première sous-commission du budget qui s'occupe des finances, des travaux publics, de l'agriculture et du commerce a examiné aujourd'hui sommairement le budget des finances. Elle a adopté en principe différentes réductions s'élevant à environ 1,800,000 francs.

La troisième sous-commission a examiné les différents articles du budget de la guerre sans prendre aucune décision. On s'est séparé sans fixer la date de la prochaine réunion.

INFORMATIONS

Le nouveau gouverneur de Lyon, le général Lecointe, est fortement soupçonné de « cléricalisme ». Le Mot d'ordre a dirigé contre lui l'autre jour cette grave accusation. Nous en avons déjà parlé. A Lyon, dans les centres radicaux, on s'est ému et l'on a décidé que le général serait relevé de son poste. Le 26 mars, le général Lecointe a fait son entrée dans la ville avant-hier matin. Tout l'appareil militaire ordinaire avait été déployé, et le Progrès, de Lyon, déclare qu'on ne peut se défendre d'un sentiment d'émotion à la vue de la mise en scène qu'exigent les règlements militaires pour la réception d'un chef supérieur de l'armée. Mais le Progrès s'empresse d'ajouter que l'accueil a été « on ne peut plus glacial ». Cette froideur tiendrait à ce que le général serait « trop connu ». On veut bien toutefois l'admettre à résipiscence, et le Progrès déclare qu'il attendra les actes du général Lecointe avant de le condamner. — Y aurait-il à Lyon une rue des Roisiers ?

L'Agence Havas nous apprend que le préfet de Maine-et-Loire a suspendu pour un mois le Frère directeur de l'école Saint-Maurice et le Frère directeur de l'école du Père d'Angers, et qu'il a révoqué deux Frères de l'école Saint-Maurice, pour avoir assisté sans autorisation, avec leurs élèves, à l'enterrement de M. Babedat, avocat-général, récemment décédé. Nos renseignements particuliers nous permettent de compléter cette nouvelle. M. Babedat était récemment avocat-général. Il y a deux mois, il fut brutalement révoqué, après vingt-deux ans de services. Il demeurait sans fortune et chargé d'enfants. C'est alors qu'il mit son dévouement au service des Frères de la Doctrine chrétienne. Il y a trois semaines à peine, M. Babedat prononçait un discours en faveur des écoles chrétiennes, quand il fut frappé d'une attaque d'apoplexie. Et c'est pour avoir assisté aux obsèques de cet homme de bien

que deux directeurs d'école sont suspendus et deux Frères révoqués ! C'est odieux. Voulez-vous supprimer la reconnaissance ?

M. Jules Simon a déjeuné hier matin à l'Élysée avec le président de la République.

Le Ministère de la Justice délègue aux commissaires qui en font la demande, des certificats constatant qu'ils ont été amnistiés ou libérés et qu'ils sont rentrés, par ce fait, en possession de leurs droits civils et politiques.

Les prédicateurs des stations du carême, dans toutes les églises de France ont été surveillés, par ordre supérieur, avec la plus grande attention.

Les préfets ont reçu à cet égard, des instructions très-formelles, et ont été invités à rendre compte au ministre des cultes des rapports qui pourront leur être adressés par leurs agents.

L'attention du gouvernement vient d'être appelée du côté de la frontière espagnole, à la jonction du département des Landes et des Basses-Pyrénées qui paraît être le point de réunion des communistes et d'un grand nombre de démocrates socialistes et d'internationalistes qui préparent un mouvement révolutionnaire en Espagne.

On lit dans le Constitutionnel les spirituelles lignes qui suivent : « Nos auteurs se souviennent d'un bruit extravagant qui se répandit parmi nous, il y a quelques années. Les gens les plus graves nous jurèrent que l'opulente et puissante maison du comte de Chambord possédait la propriété de Jésuites qui avaient placé la leurs vastes économies. Comme de raison, les badauds gobèrent ce conte avec ivresse. »

« Nos regrets que ce ne soit pas vrai. Il nous aurait plu de voir nos Chouïs et nos Pombls en quête d'une « loi existante » qui leur permit de fermer la maison Boucicaut. Soyons convaincus qu'ils en auraient trouvé une dans les recueils poudreux d'un Vendémiaire ou d'un Messidor quelconque. C'est été fort drôle. »

« Et du reste, qui sait ? Il n'y a pas de fumée sans feu. À la place de nos ministres, nous ne nous sentions pas rassurés. Observons les républicains qui ont contenu les discours incendiaires, ils continuent immédiatement arrêtés et qu'on leur refusera la liberté sans caution. »

On écrit de Londres : « Des Irlandais home rulers, en sont pour leurs frais d'éloquence révolutionnaire. Les paysans secourus par la souscription ouverte grâce à l'initiative de la duchesse de Marlborough, ont déclaré dans plusieurs meetings qu'ils chasseraient ces gens-là à coup de fourches, et que s'ils leur offraient de l'or, ils le leur jetteraient au visage. Toutefois, comme il y a partout des agitateurs qui ne vivent que d'agitations politiques, M. Biggar et M. Carmelle ont été arrêtés et ont contenu leurs discours incendiaires, ils continuent immédiatement arrêtés et qu'on leur refusera la liberté sans caution. »

Les radicaux colportent dans les cabarets des pétitions contre les ordres religieux. Le gouvernement, bien entendu, n'entend pas ce colportage ; il ne réserve ses tracasseries que pour les pétitions catholiques et libérales.

Est-il vrai que M. le ministre de la Justice refuse d'accepter aucune demande de naturalisation ou même d'admission à domicile venant d'une personne revêtue d'un caractère religieux.

Voici en quels termes ignobles le Réveil social parle du vendredi saint : « Aujourd'hui, vendredi, — dit saint, — anniversaire de la mort du citoyen Jésus, dit le Nazareen, plus connu sous le nom de Jésus-Christ. »

On lit dans les Tablettes d'un spectateur : M. Gambetta, avant de quitter Paris pour se rendre à Ville d'Avray, est allé, quoique assez souffrant, faire une visite au Nonce Apostolique !...

Dernièrement a été célébré en la jolie petite église de Soisy, près d'Enghien, le mariage du comte Denis Alfred de Saint-Romain avec Mlle Fanny de Nogaret.

Le jeune marié est le petit-neveu de Mgr Albert de Broglie, évêque de Paris, blessé mortellement en 1848 sur la barricade du faubourg Saint-Antoine.

Depuis cette mort illustre qui a immortalisé son nom, la famille Alfred de Saint-Romain a été dépeuplee. Les dernières paroles prononcées par l'archevêque martyr : « Que mon sang soit le dernier versé ».

Et ce fut en effet le dernier sang versé de la vie cessa immédiatement dans Paris.

ROUBAIX-TOURCOING

et le Nord de la France

Demain, fête de PÂQUES, le JOURNAL DE ROUBAIX ne paraîtra pas.

Incendie à Tourcoing

Un incendie des plus considérables a éclaté, cette nuit vers 2 h. 1/2 du matin, au tissage mécanique de M. Bayard, situé rue du Conditionnement, derrière l'Hôtel de Ville de Tourcoing.

Le feu a pris naissance dans un angle de bâtiment renfermant les salles d'encolage et d'ourdissement. Le feu s'est communiqué à des bûches et de chaînes en laine. En un instant, l'incendie a pris une extension extraordinaire. Comme le bâtiment atteint fait l'angle des rues du Conditionnement et de Gaspard, les habitants de la maison d'en face, le café Leclercq, se sont les premiers aperçus de l'incendie. MM. François Lecleercq et Emile Honoré, employé de commerce, ont donné l'alarme. Le tocsin s'est fait entendre.

127, par une fête qu'elle offrira à ses membres honoraires le dimanche 28 mars à sept heures précises du soir. La société s'est assurée le concours de la fanfare l'Avenir.

Voici le programme de cette fête : PREMIER PARTIE. — Ouverture par la Fanfare. — Marche des gymnastes et des choristes. — Mouvements d'ensemble. — Travail en sections aux engins, barres fixes, barres parallèles, trapeze, anneaux, etc. — Double trapeze. — Danses. — Ouverture par la Fanfare. — Exercice, mouvements et mur d'escalade. — Pointe et boxe. — Travail libre aux engins d'outillage.

Une liste sera déposée au contrôle pour les personnes qui désirent se faire inscrire. Les membres honoraires. — L'engagement est de 5 francs par an pour une personne et de 40 francs par famille.

Un ouvrier employé comme emballer chez MM. Isaac Holden et fils, à Croix, a eu, hier matin, deux doigts de la main gauche l'anulaire et l'auriculaire, puis dans un engrenage d'un métier.

L'amputation de l'auriculaire a été jugée nécessaire et pratiquée par M. le docteur Descarpentier.

Un jeune enfant dont les parents, les époux Verroust, demeurent rue Bernard, a été renversé par la voiture d'un marchand de fruits de Watrelles. Le pauvre petit enfant, qui n'est âgé que de deux ans, a été relevé ayant le bras droit fracturé.

Le marchand avait conté sa voiture à son fils, un jeune garçon de 14 ans. C'est une imprudence qui pourrait lui coûter cher, car on sait que le règlement de police interdit de confier une attelage aux personnes âgées de moins de 16 ans.

Une femme de la rue des Vélodécipés Mme Vandenberghe possédait depuis quelques temps une magnifique broquette qui ne faisait pas précisément l'orgueil de sa vie, mais qui lui facilitait considérablement le transport en ville du travail qu'elle exécutait pour les fabricants. Or, il s'est rencontré dans son quartier un malfaiteur assez sévère pour la lui enlever. M. le juge de paix, Mme Vandenberghe est allée toute désolée, porter plainte au commissariat de son quartier.

En septembre dernier, nos relations étés de courage accompli par le brave Pierre Merlin, de Bondueux, qui avait arrêté au péril de sa vie après une lutte acharnée un dangereux braconnier nommé Beaudet, dit Carlsruhe, condamné à dix-huit mois de prison.

Nous apprenons avec plaisir que ce brave garde vient de recevoir de la Société centrale des chasseurs, par l'entremise et sur la demande du président de la Société cynégétique du Nord, une médaille en vermeil et un brevet, en récompense de son dévouement et de son zèle pour la répression du braconnage.

Le Petit Nord publiait hier l'avis suivant : « Aujourd'hui, vendredi, à huit heures et demie, le cercle du Progrès républicain se réunira dans un souper gras, rue Notre-Dame, à l'occasion de Pâques. »

Par décret en date du 23 de ce mois, M. l'abbé Richard, ancien professeur de rhétorique à l'Institut Saint-Joseph, à Lille, dont Mgr Dannel, évêque, nommé de Beauvais était le supérieur — actuellement curé-doyen à la paroisse Saint-Nicolas, à Valenciennes, est nommé à Saint-Denis, à Lille, en remplacement de Mgr Dannel.

Aujourd'hui, les condamnations subies par les hommes sont inscrites à leur entrée au corps sur le livret qui leur est remis. Or, un réserviste qui s'était fait condamner à une peine correctionnelle s'est avisé d'enlever le folio du livret qui en contenait le libellé. L'absence du folio n'a pas passé inaperçue dans les bureaux du recrutement et le commandant a infligé quinze jours de salle de police au délinquant.

M. le général en chef vient de changer cette punition en trente jours de prison.

Cette sévère leçon est un avertissement pour ceux qui pourraient malheureusement se trouver dans le même cas que le réserviste dont nous parlons.

On sait que, conformément aux dispositions de la nouvelle loi l'état-major est licencié et les officiers répartis dans les diverses armes. Un tirage au sort a été fait à cet effet au ministère de la guerre.

Voici la destination des officiers qui ont appartenu à l'état-major du tierce corps d'armée à Lille :

M. Rouyseau de Saint-Georges, artillerie ; Lefebvre, cavalerie ; Magnat, id. ; de Baz, artillerie ; Juvet, id. ; Lepuis, infanterie ; Doë de Mandreville, id. ; de Germiny, artillerie ; Noiret, id. ; Delcambre, id. ; Fayet, id. ; Rigollet, infanterie ; Emmerly, id. ; Lefebvre, artillerie.

Les bustes de M. Roussel-Defontaine, l'ancien officier, ont été exposés en son honneur, rue Notre-Dame, 16, à Tourcoing, à la vitrine de M. Thellier, marchand de meubles.

Nous avons déjà parlé de ces deux bustes dont le travail artistique mérite considération. Le public va être à même d'en juger, car cette exposition qui durera quelques jours.

La prochaine Assemblée générale mensuelle de la Société Industrielle du Nord de la France aura lieu le mardi 30 mars, à trois heures, au siège de la société, rue des Jardins, 29, à Lille.

Voici l'ordre du jour : 1. Présentation de nouveaux membres. — 2. Rapport sur l'admission d'un nouveau membre présenté en février. — 3. Rapport de la Commission des finances. — 4. Compte rendu des travaux de 1880. — 5. Communication : M. Arnould : Observations sur un cas d'intoxication carbonée chez un ouvrier. — 6. Communication : Perfectionnements à la lampe monochromatique. — 7. M. Fauchaux : Production de divers engrais. — 8. M. Huet : Application des combustibles pauvres à l'utilisation des résidus de la caustification des sels de soude. — 9. M. Paul Séé : Communication relative aux fours à étages, système Perrot. — Sujets divers.

Nous avons visité, il y a quelques jours, le local de la société de gymnastique et d'armes Ancienne, établie aujourd'hui rue du Chemin de Fer, dans la salle on ont en lieu pendant longtemps les répétitions de la Grande-Harmonie. Le gymnase est très-comfortablement établi, la salle, que beaucoup de nos lecteurs connaissent, est très-spacieuse et tous les agrès sont très et très bien disposés.

L'Ancienne compte aujourd'hui environ trente membres. L'enseignement de la gymnastique y est donné par les élèves les plus avancés de la section théorique et pratique, tout s'y passe militairement, sous la surveillance d'un commissaire de semaine. Cette société est en bonne voie, la plupart de ses membres sont déjà d'une grande force, les autres tendent à le devenir.

Puisque nous sommes amené à parler de l'Ancienne, disons qu'elle va exécuter, lundi prochain, sa première marche obligatoire de l'année. Elle se rendra à Comines. La distance à parcourir, aller et retour, ne comprend pas moins de 34 kilomètres. L'Ancienne prendra la tenue de marche avec hâve-sac.

Nous rappelons que la société de gymnastique la Jeunesse Roubaissienne inaugurera son nouveau local, rue du Grand-Chemin

127, par une fête qu'elle offrira à ses membres honoraires le dimanche 28 mars à sept heures précises du soir. La société s'est assurée le concours de la fanfare l'Avenir.

Voici le programme de cette fête : PREMIER PARTIE. — Ouverture par la Fanfare. — Marche des gymnastes et des choristes. — Mouvements d'ensemble. — Travail en sections aux engins, barres fixes, barres parallèles, trapeze, anneaux, etc. — Double trapeze. — Danses. — Ouverture par la Fanfare. — Exercice, mouvements et mur d'escalade. — Pointe et boxe. — Travail libre aux engins d'outillage.

Une liste sera déposée au contrôle pour les personnes qui désirent se faire inscrire. Les membres honoraires. — L'engagement est de 5 francs par an pour une personne et de 40 francs par famille.

Un ouvrier employé comme emballer chez MM. Isaac Holden et fils, à Croix, a eu, hier matin, deux doigts de la main gauche l'anulaire et l'auriculaire, puis dans un engrenage d'un métier.

L'amputation de l'auriculaire a été jugée nécessaire et pratiquée par M. le docteur Descarpentier.

Un jeune enfant dont les parents, les époux Verroust, demeurent rue Bernard, a été renversé par la voiture d'un marchand de fruits de Watrelles. Le pauvre petit enfant, qui n'est âgé que de deux ans, a été relevé ayant le bras droit fracturé.

Le marchand avait conté sa voiture à son fils, un jeune garçon de 14 ans. C'est une imprudence qui pourrait lui coûter cher, car on sait que le règlement de police interdit de confier une attelage aux personnes âgées de moins de 16 ans.

Une femme de la rue des Vélodécipés Mme Vandenberghe possédait depuis quelques temps une magnifique broquette qui ne faisait pas précisément l'orgueil de sa vie, mais qui lui facilitait considérablement le transport en ville du travail qu'elle exécutait pour les fabricants. Or, il s'est rencontré dans son quartier un malfaiteur assez sévère pour la lui enlever. M. le juge de paix, Mme Vandenberghe est allée toute désolée, porter plainte au commissariat de son quartier.

En septembre dernier, nos relations étés de courage accompli par le brave Pierre Merlin, de Bondueux, qui avait arrêté au péril de sa vie après une lutte acharnée un dangereux braconnier nommé Beaudet, dit Carlsruhe, condamné à dix-huit mois de prison.

Nous apprenons avec plaisir que ce brave garde vient de recevoir de la Société centrale des chasseurs, par l'entremise et sur la demande du président de la Société cynégétique du Nord, une médaille en vermeil et un brevet, en récompense de son dévouement et de son zèle pour la répression du braconnage.

Le Petit Nord publiait hier l'avis suivant : « Aujourd'hui, vendredi, à huit heures et demie, le cercle du Progrès républicain se réunira dans un souper gras, rue Notre-Dame, à l'occasion de Pâques. »

Par décret en date du 23 de ce mois, M. l'abbé Richard, ancien professeur de rhétorique à l'Institut Saint-Joseph, à Lille, dont Mgr Dannel, évêque, nommé de Beauvais était le supérieur — actuellement curé-doyen à la paroisse Saint-Nicolas, à Valenciennes, est nommé à Saint-Denis, à Lille, en remplacement de Mgr Dannel.

Aujourd'hui, les condamnations subies par les hommes sont inscrites à leur entrée au corps sur le livret qui leur est remis. Or, un réserviste qui s'était fait condamner à une peine correctionnelle s'est avisé d'enlever le folio du livret qui en contenait le libellé. L'absence du folio n'a pas passé inaperçue dans les bureaux du recrutement et le commandant a infligé quinze jours de salle de police au délinquant.

M. le général en chef vient de changer cette punition en trente jours de prison.

Cette sévère leçon est un avertissement pour ceux qui pourraient malheureusement se trouver dans le même cas que le réserviste dont nous parlons.

On sait que, conformément aux dispositions de la nouvelle loi l'état-major est licencié et les officiers répartis dans les diverses armes. Un tirage au sort a été fait à cet effet au ministère de la guerre.

Voici la destination des officiers qui ont appartenu à l'état-major du tierce corps d'armée à Lille :

M. Rouyseau de Saint-Georges, artillerie ; Lefebvre, cavalerie ; Magnat, id. ; de Baz, artillerie ; Juvet, id. ; Lepuis, infanterie ; Doë de Mandreville, id. ; de Germiny, artillerie ; Noiret, id. ; Delcambre, id. ; Fayet, id. ; Rigollet, infanterie ; Emmerly, id. ; Lefebvre, artillerie.

Les bustes de M. Roussel-Defontaine, l'ancien officier, ont été exposés en son honneur, rue Notre-Dame, 16, à Tourcoing, à la vitrine de M. Thellier, marchand de meubles.

Nous avons déjà parlé de ces deux bustes dont le travail artistique mérite considération. Le public va être à même d'en juger, car cette exposition qui durera quelques jours.

La prochaine Assemblée générale mensuelle de la Société Industrielle du Nord de la France aura lieu le mardi 30 mars, à trois heures, au siège de la société, rue des Jardins, 29, à Lille.

Voici l'ordre du jour : 1. Présentation de nouveaux membres. — 2. Rapport sur l'admission d'un nouveau membre présenté en février. — 3. Rapport de la Commission des finances. — 4. Compte rendu des travaux de 1880. — 5. Communication : M. Arnould : Observations sur un cas d'intoxication carbonée chez un ouvrier. — 6. Communication : Perfectionnements à la lampe monochromatique. — 7. M. Fauchaux : Production de divers engrais. — 8. M. Huet : Application des combustibles pauvres à l'utilisation des résidus de la caustification des sels de soude. — 9. M. Paul Séé : Communication relative aux fours à étages, système Perrot. — Sujets divers.

Nous avons visité, il y a quelques jours, le local de la société de gymnastique et d'armes Ancienne, établie aujourd'hui rue du Chemin de Fer, dans la salle on ont en lieu pendant longtemps les répétitions de la Grande-Harmonie. Le gymnase est très-comfortablement établi, la salle, que beaucoup de nos lecteurs connaissent, est très-spacieuse et tous les agrès sont très et très bien disposés.

L'Ancienne compte aujourd'hui environ trente membres. L'enseignement de la gymnastique y est donné par les élèves les plus avancés de la section théorique et pratique, tout s'y passe militairement, sous la surveillance d'un commissaire de semaine. Cette société est en bonne voie, la plupart de ses membres sont déjà d'une grande force, les autres tendent à le devenir.

Puisque nous sommes amené à parler de l'Ancienne, disons qu'elle va exécuter, lundi prochain, sa première marche obligatoire de l'année. Elle se rendra à Comines. La distance à parcourir, aller et retour, ne comprend pas moins de 34 kilomètres. L'Ancienne prendra la tenue de marche avec hâve-sac.

Nous rappelons que la société de gymnastique la Jeunesse Roubaissienne inaugurera son nouveau local, rue du Grand-Chemin

127, par une fête qu'elle offrira à ses membres honoraires le dimanche 28 mars à sept heures précises du soir. La société s'est assurée le concours de la fanfare l'Avenir.

Voici le programme de cette fête : PREMIER PARTIE. — Ouverture par la Fanfare. — Marche des gymnastes et des choristes. — Mouvements d'ensemble. — Travail en sections aux engins, barres fixes, barres parallèles, trapeze, anneaux, etc. — Double trapeze. — Danses. — Ouverture par la Fanfare. — Exercice, mouvements et mur d'escalade. — Pointe et boxe. — Travail libre aux engins d'outillage.

Une liste sera déposée au contrôle pour les personnes qui désirent se faire inscrire. Les membres honoraires. — L'engagement est de 5 francs par an pour une personne et de 40 francs par famille.

Un ouvrier employé comme emballer chez MM. Isaac Holden et fils, à Croix, a eu, hier matin, deux doigts de la main gauche l'anulaire et l'auriculaire, puis dans un engrenage d'un métier.

L'amputation de l'auriculaire a été jugée nécessaire et pratiquée par M. le docteur Descarpentier.

Un jeune enfant dont les parents, les époux Verroust, demeurent rue Bernard, a été renversé par la voiture d'un marchand de fruits de Watrelles. Le pauvre petit enfant, qui n'est âgé que de deux ans, a été relevé ayant le bras droit fracturé.

Le marchand avait conté sa voiture à son fils, un jeune garçon de 14 ans. C'est une imprudence qui pourrait lui coûter cher, car on sait que le règlement de police interdit de confier une attelage aux personnes âgées de moins de 16 ans.

Une femme de la rue des Vélodécipés Mme Vandenberghe possédait depuis quelques temps une magnifique broquette qui ne faisait pas précisément l'orgueil de sa vie, mais qui lui facilitait considérablement le transport en ville du travail qu'elle exécutait pour les fabricants. Or, il s'est rencontré dans son quartier un malfaiteur assez sévère pour la lui enlever. M. le juge de paix, Mme Vandenberghe est allée toute désolée, porter plainte au commissariat de son quartier.

En septembre dernier, nos relations étés de courage accompli par le brave Pierre Merlin, de Bondueux, qui avait arrêté au péril de sa vie après une lutte acharnée un dangereux braconnier nommé Beaudet, dit Carlsruhe, condamné à dix-huit mois de prison.

Nous apprenons avec plaisir que ce brave garde vient de recevoir de la Société centrale des chasseurs, par l'entremise et sur la demande du président de la Société cynégétique du Nord, une médaille en vermeil et un brevet, en récompense de son dévouement et de son zèle pour la répression du braconnage.

Le Petit Nord publiait hier l'avis suivant : « Aujourd'hui, vendredi, à huit heures et demie, le cercle du Progrès républicain se réunira dans un souper gras, rue Notre-Dame, à l'occasion de Pâques. »

Par décret en date du 23 de ce mois, M. l'abbé Richard, ancien professeur de rhétorique à l'Institut Saint-Joseph, à Lille, dont Mgr Dannel, évêque, nommé de Beauvais était le supérieur — actuellement curé-doyen à la paroisse Saint-Nicolas, à Valenciennes, est nommé à Saint-Denis, à Lille, en remplacement de Mgr Dannel.

Aujourd'hui, les condamnations subies par les hommes sont inscrites à leur entrée au corps sur le livret qui leur est remis. Or, un réserviste qui s'était fait condamner à une peine correctionnelle s'est avisé d'enlever le folio du livret qui en contenait le libellé. L'absence du folio n'a pas passé inaperçue dans les bureaux du recrutement et le commandant a infligé quinze jours de salle de police au délinquant.

M. le général en chef vient de changer cette punition en trente jours de prison.

Cette sévère leçon est un avertissement pour ceux qui pourraient malheureusement se trouver dans le même cas que le réserviste dont nous parlons.

On sait que, conformément aux dispositions de la nouvelle loi l'état-major est licencié et les officiers répartis dans les diverses armes. Un tirage au sort a été fait à cet effet au ministère de la guerre.

Voici la destination des officiers qui ont appartenu à l'état-major du tierce corps d'armée à Lille :

M. Rouyseau de Saint-Georges, artillerie ; Lefebvre, cavalerie ; Magnat, id. ; de Baz, artillerie ; Juvet, id. ; Lepuis, infanterie ; Doë de Mandreville,